

des modifications ont été apportées dans le budget, c'est que les Canadiens, par la voix de la démocratie active, ont fait comprendre au gouvernement qu'il était mieux de présenter un budget plus acceptable pour l'ensemble des contribuables plutôt que de changer complètement les structures de la politique fiscale, ce qui aurait «pénalisé» un trop grand nombre de Canadiens.

● (2.10 p.m.)

Monsieur le président, je voudrais, cet après-midi, appeler l'attention de la Chambre sur un problème extrêmement important que nous ne rencontrons pas seulement au Québec, mais pratiquement partout au Canada.

A plusieurs reprises, à la Chambre, au cours des dernières semaines, j'ai demandé au ministre des Finances s'il avait l'intention, en présentant le budget, de tenir compte de la situation catastrophique dans laquelle se trouvent présentement les industries des pâtes et papiers non seulement au Québec, mais dans les autres provinces.

Monsieur le président, on me permettra, à titre de député d'une circonscription où cette industrie est des plus importantes au point de vue économique, de dire un mot sur les difficultés sérieuses auxquelles se heurtent les papeteries canadiennes qui veulent exporter leurs produits et combler leurs déficits.

Monsieur le président, la compagnie Donohue Limitée, qui existe depuis un très grand nombre d'années, constitue, pour ainsi dire, le noyau économique de la circonscription de Charlevoix, puisqu'elle a près de 1,100 ouvriers à son service, tant dans les camps de bûcherons que dans son usine de Clermont. Or, c'est la première fois dans son histoire que cette compagnie accuse un déficit appréciable. Et cela s'est produit au cours des six derniers mois.

Étant donné qu'il s'agit du «pain et du beurre» des ouvriers de ma circonscription, je me sentirais coupable et je manquerais d'assumer mes responsabilités si, une fois de plus, je n'appelais pas l'attention de l'honorable ministre sur le problème extrêmement important qui se pose à l'industrie canadienne des pâtes et papiers, tant au Québec que dans le reste du Canada.

Il est maintenant évident pour tous les critiques et les observateurs que le budget, dans ce domaine, ne va pas assez loin. L'économie canadienne, et plus spécialement l'industrie des pâtes et papiers, a besoin de stimulants beaucoup plus nombreux et raffinés, afin que soit corrigée la situation actuelle. En présentant le budget, le ministre des Finances a voulu plaire à tout le monde. Malheureusement, le budget ne satisfera personne et, à mon avis, laissera l'économie périliter.

Pendant combien de temps devons-nous encore attendre une décision du gouvernement au sujet du dollar canadien? Le ministre des Finances, qui s'est spécialisé souventefois dans les volte-face et les promesses, malheureusement si peu souvent tenues, a annoncé, à plusieurs reprises, que le budget toucherait en profondeur la question monétaire.

Monsieur le président, on se souviendra qu'il y a 10 jours, je demandais à l'honorable ministre des Finances si, dans le budget, on tenait compte du taux flottant du dollar, afin d'assurer—parce que je suis très pessimiste—l'avenir de l'industrie des pâtes et papiers, tant au Québec que dans les autres provinces, qui, comme je le disais tout à l'heure, est dans une situation extrêmement précaire.

[L'hon. M. Asselin.]

Le 3 mai dernier, le ministre des Finances avait répondu au chef de l'opposition officielle qu'il annoncerait la politique du gouvernement au sujet du taux flottant du dollar canadien, dans le discours du budget. Les Canadiens, et plus spécialement les industriels, ont dû se contenter de deux maigres paragraphes qui démontrent bien que le gouvernement fédéral n'a même pas été capable d'énoncer le «début du commencement» d'une politique claire sur le dollar canadien.

Cette situation, monsieur le président,—et je le répète—est extrêmement tragique! Les effets néfastes de l'indécision du gouvernement sont devenus irréversibles.

● (2.20 p.m.)

Des industries comme celle des pâtes et papiers ont terriblement souffert de la hausse du dollar canadien, depuis un an. La baisse du dernier trimestre, comme je le disais tout à l'heure, n'enlève rien au caractère d'urgence de la situation actuelle.

Monsieur le président, le temps est venu de fixer le taux du dollar, ou du moins d'annoncer une politique claire et précise à cet égard. Il est également devenu urgent de faire disparaître ou, tout au moins, de réduire l'écart considérable qui existe entre les charges fiscales des compagnies canadiennes de pâtes et papiers et celles beaucoup plus légères des industries concurrentes des États-Unis et de la Suède.

Je fais donc complètement miennes les demandes de dégrèvement d'impôt des compagnies de pâtes et papiers, moyennant certains genres d'investissements. Des dégrèvements devraient également être accordés à certaines catégories de dépenses: Premièrement, à celles destinées à renforcer la capacité de concurrence de l'industrie; deuxièmement, à celles visant à augmenter le rendement de l'exploitation forestière, troisièmement, à celles faites pour tirer partie des marchés nouveaux et en expansion.

Ces encouragements fiscaux sont nécessaires, si l'on veut que l'industrie forestière, qui est la plus importante dans bon nombre de régions canadiennes, maintienne sa production actuelle. Aux députés qui se croiraient satisfaits, je ferai remarquer que 1,500 personnes ont été mises à pied dans l'industrie des pâtes et papiers du Québec, l'hiver dernier, soit un travailleur sur 10, par suite du manque d'imagination de la politique monétaire du gouvernement actuel.

Au fait, le problème de l'industrie forestière ne se limitait pas au Québec. Ainsi, en Colombie-Britannique, 10,000 travailleurs de la forêt sur 35,000 étaient en chômage. La population canadienne commence à réaliser, et très douloureusement, le manque d'imagination du gouvernement actuel et son refus de s'attaquer à ce problème pour y trouver des solutions efficaces.

Le Canada a besoin d'une industrie des pâtes et papiers qui soit concurrentielle. Pour ce, il faut lui permettre d'atteindre un taux de croissance de 6 p. 100, au moyen de dégrèvements fiscaux déjà suggérés. Ce taux de croissance de 6 p. 100, monsieur le président, entraînerait une augmentation des exportations de 160 millions de dollars par année et représenterait la création directe ou indirecte de 12,000 à 15,000 nouveaux emplois.

De telles mesures concrètes et efficaces viseraient beaucoup plus à régler le problème du chômage que tous les slogans que le gouvernement actuel utilise pour dire que la situation du chômage n'est pas si grave.

Tout le monde, monsieur le président, est en faveur de la vertu. Tous les hommes publics croient en la planifica-